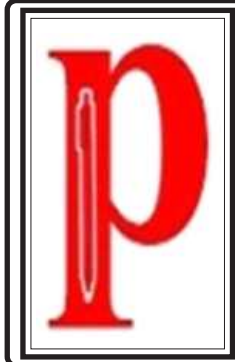


Prof Jean-Jacques Muyembe : un rideau de vaccins contre Ebola

PAGE 3



N° 7676 du mardi 13 août 2019

*

Prix : 3000 FC

*

36^{ème} année

*

Membre du réseau MÉDIAF

Le Potentiel

GRUPE
DE PRESSE



Média7

Investiture du gouvernement : veillée d'armes à l'Assemblée N

P. 2



Sommaire

Politique

Ituri : Jean Bamanisa appelle les groupes armés à la reddition

PAGE 4

Politique

ACAJ dénonce l'octroi des avantages illégaux aux anciens membres du gouvernement

PAGE 5

Économie

Conflit interethnique Twa-Bantou : projet « Tusikilizane », au service de la paix au Tanganyika

PAGE 9

Sports

CAF- C2 : DCMP s'impose face au Stade Renard de Melong

PAGE 14

Dernière heure

Beni : au moins 5 000 finalistes attendus à l'examen d'Etat 2018-2019

PAGE 16

À HAUTE VOIX

Le plus dur reste

LE POTENTIEL

Sauf changement de dernière minute, la composition du gouvernement Ilunga Ilunkamba sera connue cette semaine, sans précision de date. Après approbation par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

PAGE 2

L'AFDC-A reprogramme pour ce jeudi 15 août sa marche de soutien à Bahati

PAGE 5

Nuisances sonores sur Kapela : les victimes s'en plaignent

Depuis quelques années, des débits de boissons naissent comme des champignons sur la chaussée Kapela dans la commune de Kalamu. Ils sont à la base de la pollution sonore dont sont victimes les habitants de quartiers Yolo-Nord et Yolo-Sud de cette commune, privés des fôis de sommeil. Car ces débits de boissons sont opérationnels la nuit. Comme l'autorité urbaine a interdit leur ouverture avant 18 h00', les tenanciers de ces lieux de dégustation de boissons rivalisent de stratégies pour attirer les consommateurs en jouant une musique tonitruante. Et cela jusqu'à des heures tardives de la nuit. A cause de ces vacarmes, les élèves et étudiants de ces quartiers ont du mal non seulement à revoir leurs notes mais aussi à se coucher dans le calme. « Cette pollution sonore dont nous sommes victimes jour et nuit s'intensifie pendant les week-ends, les jours fériés ou encore lors des compétitions de football telles que la CAN, le CHAN, la ligue des champions, etc. Car, pendant ces événements, plusieurs personnes fréquentent ces bars pour y suivre les matches », nous a confié un habitant de Kalamu. Pour la population de cette commune, la loi portant sur la pollution sonore n'est pas respectée et que les dispositions prises par le gouverneur de la ville pour punir les auteurs de nuisances sonores ne sont pas appliquées.

ELSEN MANSONI (STAGIAIRE/UCC)

Les confessions religieuses pour une bonne rémunération des forces de l'ordre

Une bonne rémunération des forces de l'ordre peut aider à mettre fin à l'insécurité en RDC. C'est l'une des recommandations des confessions religieuses au Premier ministre Sylvestre Ilunkamba. Elles ont donné cet avis, vendredi 9 août, lors de leur rencontre avec le chef de l'exécutif à Kinshasa. « Occupez les hommes en uniformes. Il y a de l'insécurité parce que les militaires ne sont pas bien payés. Mobilisez les fonds pour augmenter le PIB du Congolais à 5 USD », a affirmé le représentant des Eglises autochtones. Pour sa part, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a demandé au Premier ministre de porter son choix sur « des personnes intègres ». « La grande recommandation que la CENCO vous fait est de porter votre choix sur des personnes intègres qui n'ont pas la réputation d'avoir ruiné ce pays, des personnes capables de collaborer avec vous pour le bien des Congolais », a déclaré l'abbé Donatien Nshole, secrétaire général de la CENCO. L'Islam, quant à lui, a relevé l'aspect d'instaurer la démocratie à la base en organisant les élections locales.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

Conflit interethnique Twa-Bantou : projet « Tusikilizane », au service de la paix au Tanganyika

Dans la province du Tanganyika, l'implication de l'église catholique à côté d'autres Ongs de développement a largement contribué au retour de la paix entre les communautés Twa et Bantou.

Les tensions interethniques entre les communautés Twa et Bantou dans la province du Tanganyika sont en voie d'apaisement. L'église catholique, qui s'est totalement impliquée dans cet effort, au travers de sa Commission diocésaine Justice et paix (CDJP), s'en félicite. Très active sur le terrain, la Ligue pour la protection des enfants et développement des mamans (Lifedem) lui a d'ailleurs emboité le pas.

LE CHEMIN PARCOURU

Se livrant au Potentiel, l'abbé David Ngoy Luhaka, directeur de la CDJP de Kalemie, chef-lieu du Tanganyika, passe en revue le chemin parcouru avec la mise en œuvre du projet « Tusikilizane », notamment son apport en faveur des jeunes et femmes de la communauté Twa.

« Avec les vagues de violences successives dans le Tanganyika, les communautés se sont empoignées au point de mettre en mal les relations entre les différents groupes sociaux. Ce conflit tribalo ethnique a généré des massacres, des viols, vols, incendies, bref des exactions de tous ordres dont sont le plus souvent exposés les femmes et les jeunes filles.

Les stéréotypes d'infériorisation voire d'infantilisation de la femme ont renforcé les comportements sexistes de certains membres de la communauté, au point de considérer la femme, particulièrement la femme Twa comme un être inférieur, ce qui évidemment a contribué à détériorer leur condition de vie déjà précaire », a-t-il rappelé.

La solution, note-t-il, est venue de « l'approche inclusive et durable que propose le projet conjoint Tusikilizane, financé par le Fond de consolidation pour la paix, qui tente de résoudre les effets du conflit intercommunautaire sur les femmes et les filles ».

Aussi, à travers ce projet conjoint, la FAO et PAM ont-ils mobilisé une vaste majorité de femmes, 1.000 au total dans des clubs Dimitra, dont les membres sont majoritairement femmes. Ce qui a largement contribué à leur promotion et leur émancipation dans le processus de consolidation de la paix à Nyunzu et Kalemie et Kabalo.



Prenant en compte le respect des lois nationales et internationales dans les relations homme-femme/twa-bantous, le projet Tusikilizane vient en appui aux efforts de toute la communauté en matière de cohésion sociale. Il s'appuie à la fois sur les comités locaux de paix (où il y a essentiellement des adultes) et des Clubs de solidarité et de paix (avec la majorité des jeunes) qui sont des comités des mixtes twa et bantous).

De l'avis de l'abbé David Ngoy, « cette approche de mixité (twa/bantous, jeunes/adultes, garçons/filles, hommes/femmes) vient renforcer les prescrits des standards nationaux et internationaux relatifs à la promotion de la cohésion sociale par l'inclusion des pairs et de lutte contre la discrimination sous toutes ses formes, en vue de mettre en confiance toutes les catégories sociales ».

En fin de compte, l'abbé David Ngoy note qu'avec le renforcement des capacités, « ces jeunes, jadis acteurs violents, se sont mués en acteurs de paix, catalyseurs et mobilisateurs de masse pour une cohabitation pacifique des communautés dans le Tanganyika ». Pour consolider la paix dans le Tanganyika, via la participation des jeunes, le projet Tusikilizane prévoit le renforcement de capacité des jeunes formateurs en éducation pour la paix et la cohabitation pacifique.

Cette intervention, qui consiste à former 20 jeunes Twa et Bantous, permettra, se défend l'abbé Ngoy, de « transmettre des compétences nécessaires pour mener à bien des actions de prévention de conflits et de renforcement de cohésion sociale auprès de 25 groupes de jeunes, soit 200 jeunes garçons et filles issus de

plus de 25 villages à Nyunzu, Kabalo et Kalemie ainsi que les membres de leurs communautés ».

LA LIPEDEM EMBOITE LE PAS

Très engagée à côté de la CDJP, Augustin Kamanji de la Lipedem insiste sur la participation des jeunes à cet effort de pacification. « Il faut préciser que les jeunes constituent, en termes de poids démographique, la partie de la population la plus vigoureuse et par conséquent la plus exposée lors des conflits ethniques et tribales qui ont touché la province, souvent recrutés par les milices comme combattants pour les garçons ou comme gardiennes pour les filles ». Il est convaincu que « la jeunesse reste incontournable dans l'instauration de la paix dans la province du Tanganyika, car c'est elle qui agit comme catalyseur pour un changement social pour une paix durable dans la province ». Ce qui explique, pense-t-il, le soutien de l'UNESCO et de l'UNFPA dans la session de formation de formateurs en éducation à la paix et à la cohabitation pacifique.

Au Tanganyika, le principe pour un retour rapide de la paix est connu de tous. « Pour nous, la guerre naît dans les esprits et il faut donc instaurer la culture de la paix dans les esprits de la jeunesse pour instaurer la paix au sein de la province du Tanganyika », prône Augustin Kamanji.

Membres de Clubs de solidarité et de paix, les jeunes leaders ainsi formés ont la charge de former à leur tour cent quatre-vingt (180) jeunes pair(e)s éducateurs/éducatrices à la paix, à la cohésion sociale et la cohabitation pacifique au sein de leurs communautés respectives. Ce qui aidera ces jeunes à devenir des agents promoteurs de paix dans leurs villages respectifs.

LP

Tueries à Beni: la Lucha exige l'installation de l'état-major général de l'armée sur place

Les militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha)/section de Beni au Nord-Kivu sont, une fois de plus, descendus dans la rue de la ville de Beni hier lundi 12 août 2019. But de la manifestation : exiger le déplacement du quartier général de l'état-major des Forces armées de la RDC (FARDC), du camp Kokolo (Kinshasa) à Beni ; et décréter la désobéissance fiscale dans la ville de Beni. Cela afin de réclamer l'instauration de la paix, renseigne

laprunellerdc.info. « Nous mourrons à Beni. Où est le Camp Kokolo promis ? Il n'y a pas un pays appelé RD Congo sans Beni. Et sans la paix, nous ne payerons pas des taxes », pouvait-on lire sur leur calicot. Par cette nouvelle mobilisation de masse, les militants de la Lucha exigent le retour de la paix dans la région.

Ils interpellent aussi, par cette action, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de réaliser sa promesse d'installer l'état-major gé-

néral de l'armée à Beni pour combattre les ADF (Allied democratic forces) comme il l'avait promis pendant son passage triomphal dans cette partie du pays en avril dernier.

Enfin, ces activistes de la Lucha décrètent aussi la désobéissance fiscale dans la ville de Beni, une façon pour eux de faire pression sur les autorités du pays pour vite agir pour mettre fin à la barbarie des ennemis, ADF, dans la région depuis plus de 5 ans...

LAPRUNELLERDC/LP